

Libération totale de l'Azawad. Que ce mot d'ordre à la gloire de l'Azawad, nom donné au nord du Mali par ses habitants, ait été lancé depuis Tin Zaouatine n'est pas anodin. Ce hameau de torchis bordant un oued, au cœur d'une étendue de sable et de cailloux, est devenu le point chaud de la bande sahélo-saharienne, à la frontière entre le Mali et l'Algérie. Un abcs des reconfigurations régionales en cours. Ce 30 novembre 2024, un porte-parole de la rébellion (à majorité touareg), en lutte contre les autorités maliennes, y lit donc un communiqué annonçant la fusion des groupes armés indépendantistes du septentrion malien dans un nouveau mouvement, le **Front de libération de l'Azawad (FLA)**.

L'événement marque une escalade de l'insurrection séparatiste dans le nord du Mali (qui, après la signature de l'accord de paix d'Alger, en 2015, a repris de la vigueur avec l'arrivée au pouvoir de la junte souverainiste d'Assimi Goïta, en 2020), alors même que les djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique (EI) y sont toujours actifs. Au lendemain de la création du FLA, une frappe d'un drone turc Bayraktar Akinci menée par l'armée malienne tuait huit chefs rebelles touareg, dont cinq cadres du nouveau mouvement. Et ce à quelques kilomètres des gardes-frontières algériens qui, à la jumelle, surveillent la montée des tensions autour de Tin Zaouatine. «Des drones de l'armée malienne survolent la zone tous les jours», témoigne alors un habitant. Les insurgés de l'Azawad tiennent toutefois le terrain. Le 27 juillet, ils avaient infligé une humiliante défaite aux troupes de Bamako épaulées par les mercenaires du groupe russe Wagner, tuant 47 soldats maliens et 84 Russes, selon le bilan des rebelles.

C'est peu dire que l'Algérie s'alarme du retour de la guerre sur ses confins sahéliens. Cette instabilité croissante illustre à la fois l'érosion de son influence, elle qui a longtemps régulé par ses médiations les conflits sur ses marches méridionales, et le rôle indiscutable qu'elle continue d'y jouer, géographie oblige. Avec ses 460 kilomètres partagés avec la Mauritanie, 1300 kilomètres avec le Mali, 950 kilomètres avec le Niger, et 980 kilomètres avec la Libye, l'Algérie occupe une place centrale dont elle peine à restaurer le rayonnement de jadis. L'époque où elle projetait le prestige de son tiers-mondisme flamboyant, dans les années 1960 et 1970, est révolue.

Les temps virent même à l'adversité : crise ouverte avec le Mali, frictions avec le Niger et inquiétudes sur sa frontière avec la Libye... Sans compter l'exacerbation d'une animosité avec le Maroc autour du Sahara occidental, qui a atteint un stade critique depuis la normalisation, fin 2020, des relations diplomatiques du royaume chérifien avec Israël. En somme, une périphérie devenue volatile qui

« met l'armée algérienne sous pression et use [ses] soldats », admet Abdelaziz Rahabi, diplomate et ancien ministre de la communication algérien.

Face à la menace, dramatisée dans la presse officielle comme « un cercle de feu », le régime algérien a accru la militarisation de ses frontières. Ses dépenses militaires ont été portées à 3349 milliards de dinars (23,8 milliards d'euros) pour 2025, soit une multiplication par 2,5 par rapport à 2022. L'armée engloutit, à elle seule, 20 % du budget national, un luxe que l'Algérie peut se permettre grâce à sa rente pétrogazière.

Le long de ses frontières devenues sensibles, le conflit le plus inédit pour Alger est sans conteste celui qui l'oppose à Bamako. Dernière altercation : le 1^{er} janvier, le ministère des affaires étrangères malien a fustigé une « proximité » et une « complicité de l'Algérie avec les groupes terroristes qui déstabilisent le Mali ».

DÉSENGAGEMENT DE PARIS

La crise entre les deux voisins, qui couvait depuis de longues années, avait éclaté un an plus tôt, avec la dénonciation par la junte du colonel Goïta – promu général depuis – de l'accord d'Alger, signé en 2015 entre les autorités maliennes et les groupes rebelles – touareg et arabes – du nord du pays. A travers des mesures de décentralisation, de développement économique et d'intégration des rebelles dans l'armée, le compromis visait à stabiliser cette région dont s'étaient rendus maîtres, en 2012, les rebelles à majorité touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), auxquels s'étaient agrégés divers djihadistes. Il avait fallu l'intervention militaire française « Serval », en 2013, devenue « Barkhane » en 2014, pour endiguer la progression des combattants liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et aux embryons du futur Etat islamique dans le grand Sahara, qui avaient fini par supplanter les rebelles du MNLA. S'était ensuivi un enlèvement conduisant au désengagement des Français en 2022 sur fond de tensions croissantes avec Bamako, où les putschistes dénonçaient le « néocolonialisme » de Paris, tout en se rapprochant de Moscou.

L'Algérie avait observé sans déplaisir la retraite peu glorieuse de la force « Barkhane ». Elle ne s'y était pourtant pas frontalement opposée à ses débuts. L'ancien président Abdelaziz Bouteflika (1999-2019) avait même offert son concours, ouvrant son espace aérien et autorisant un approvisionnement en eau et en carburant à partir de la frontière algéro-malienne. Au-delà de ces gestes dictés par la réalpolitik – et les accointances de l'ombre entre Paris et Alger –, le principe même de cette intervention militaire sur sa périphérie saharienne, émanant de surcroît de l'ancienne tutelle coloniale, n'en inspirait pas moins le malaise chez les Algériens. Il attisait des suspensions enracinées dans l'histoire. Lors des négociations en vue de l'indépendance de 1962,

la tentative avortée du général de Gaulle de séparer une Algérie du Nord d'un Sahara voué à rester français en raison de ses enjeux stratégiques (essais nucléaires, pétrole...) demeurait dans toutes les mémoires.

À Alger, on n'est pas loin de penser que l'histoire bafouille. La remise en selle du MNLA par les officiers français de «Barkhane» et l'écho que rencontre à Paris la thèse d'une «question touareg» devant être traitée «au fond» – dixit l'ancien ministre des affaires étrangères Alain Juppé, en février 2012 – ont assurément réveillé les soupçons d'un dessein saharien caché. Les «objectifs stratégiques» de la France s'inscrivent dans une «continuité» et des «filiations historiques», écrit ainsi Nourredine Ayadi, l'ancien ambassadeur algérien à Bamako de 2009 à 2016, dans son livre *Kidal vaut bien une guerre. L'Algérie et la France au Mali et au Sahel* (El Qobia, 2024).

MÉNAGER LES COMMUNAUTÉS TOUAREG

Aussi l'éloignement d'une France empiétant sur sa profondeur stratégique a-t-il soulagé l'Algérie. Quelle ne fut donc pas sa surprise quand, en vertu d'un effet domino inattendu, elle fut à son tour la cible du raidissement nationaliste du Mali. Amère ironie, la voilà accusée d'«ingérences dans les affaires maliennes», l'un des motifs invoqués par Bamako pour justifier son rejet de l'accord de 2015, dont Alger parrainait la mise en œuvre. Les Algériens se voyaient ainsi privés d'un des instruments majeurs de leur projection diplomatique dans le Sahel, laquelle s'est historiquement construite sur la médiation dans diverses insurrections touareg (1991 et 2006 au Mali, 1997 au Niger) – une fierté à Alger, dont la doctrine privilégiait les règlements politiques des crises aux solutions de force.

Ces offres de service étaient en fait motivées par un double intérêt stratégique. Le premier est le refus de l'indépendance de l'Azawad. Nourredine Ayadi rapporte dans son livre qu'une de ses missions a été d'«inciter le MNLA à se démarquer des positions indépendantistes». Il faut en trouver la raison dans un principe non négociable en Algérie : l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ainsi que dans le danger – inacceptable à ses yeux – que comporterait un Etat fondé sur l'amazighité touareg, lourd du risque de contagion irrédentiste dans le Sud algérien.

Malgré ce rejet de la sécession, le souci demeure de ménager – c'est le second intérêt stratégique – les communautés-touareg, qui

forment un continuum ethnoculturel par-delà les frontières. «En Algérie, on a nos parents, témoigne un commandant du FLA fraîchement créé. C'est notre zone, on fait partie des mêmes familles. On peut entrer, sortir, bouger sans problème. Pas besoin de visa. Le turban suffit.» L'intégration, économique, scellée par la circulation de biens algériens subventionnés et trafics variés (armes, drogues, migrants...), ajoute à la cohérence de cet espace transfrontalier. Et, par conséquent, à l'impératif algérien de s'impliquer dans les médiations locales.

Au fil des années, l'attitude d'Alger a pourtant fini par agacer. Si les dirigeants algériens ont raison de souligner qu'ils ont lancé l'accord de paix de 2015 à la demande du Mali, ils ont longtemps sous-estimé les frustrations que leur posture de «grand frère», parfois envahissant, suscitait auprès de leurs partenaires du Sahel – lesquels se sont mis à douter de leurs intentions réelles et de leur sincérité. «L'Algérie a toujours joué la carte d'une paix fragile dans le nord du Mali, afin de rester influente et de jouer un rôle au Sahel, relève un ancien ministre malien. C'est comme un instrument qu'ils actionnent à leur guise.»

La récrimination est lancinante à Bamako. «Les Algériens n'ont jamais été francs avec nous», regrette un officier malien. «L'Algérie a toujours considéré le Mali comme son arrière-cour, abonde un ancien collaborateur de l'ex-président – de 2013 à 2020 – Ibrahim Bou-bacar Keita (1945-2022). Elle joue un rôle trouble. Sa logique ? Mieux vaut garder les déchets hors de chez soi.» «L'Algérie se sert du Mali comme d'une poubelle pour ses djihadistes», renchérit l'ancien ministre malien. Les «déchets» en question, ce sont les groupes issus de la galaxie islamiste algérienne réprimée lors de la guerre civile de 1992-1999, notamment le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, qui deviendra AQMI.

Dans le procès instruit à Bamako contre l'Algérie, les questions relatives à Iyad Ag Ghali, ancien rebelle touareg malien devenu le chef djihadiste le plus recherché du Sahel depuis qu'il dirige le Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM, lié à Al-Qaïda), sont récurrentes. «On a toujours eu l'impression qu'Iyad Ag Ghali était protégé par les Algériens, déplore l'ancien collaborateur d'Ibrahim Bou-bacar Keita. Si ces derniers avaient vraiment collaboré avec nous, on l'aurait attrapé depuis longtemps.» «Un gars comme lui, on savait qu'on ne l'aurait pas, car on savait qu'il était en

«STRATÉGIE DE RENFERMEMENT»

La nouvelle adversité ambiante prend aux yeux d'Alger la forme d'une menace très particulière : celle du Maroc. Le royaume chérifien pousse ses pions dans le chamboulement en cours et colle ostensiblement à la nouvelle dynamique régionale créée autour de l'Alliance des États du Sahel, formée en 2023 par les juntes au pouvoir au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Le jeu du Maroc au Sahel n'est pas nouveau, en particulier au Mali, où son influence se fait sentir auprès des communautés arabes de Tombouctou, héritage de la conquête de «la Perle du désert» par le sultan de Marrakech Ahmed Al-Mansour à la fin du XVI^e siècle.

Face à ce chapelet de crispations déroulé à ses confins, l'Algérie a riposté en verrouillant davantage ses frontières. Elle a aussi renforcé son contrôle sur les communautés de son grand Sud.

L'empêchement est d'éviter toute propagation des troubles en provenance du nord du Mali. Un déploiement politico-sécuritaire qui semble avoir porté ses fruits : aucun incident sérieux n'est survenu depuis l'attaque de Tignatourine. «Il y a manifestement une certaine capacité à contenir le conflit et à l'empêcher de déborder sur le territoire national», note Louisa Dris-Aït Hamadouche, enseignante à l'université Alger III. On est vraiment là dans la politique du containment («endiguement»).

À ce stade, la relative efficacité de cette «protection endogène» exempte l'Algérie de la nécessité d'une projection extérieure. Elle s'en est certes donnée les moyens juridiques en insérant dans la Constitution, en 2020, un nouvel article autorisant expressément «l'envoi d'unités de l'armée nationale populaire à l'étranger». Cette révision de la Loi fondamentale marque un tournant doctrinal au regard de la tradition de non-interventionnisme dont le pays s'était jusqu'à fait le héraut. La clause est toutefois restée lettre morte, par crainte de se piéger dans un inextricable borborygme. Ce qui n'exclut pas, d'un côté algérien, d'exercer au besoin un «droit de suite» ponctuel, en cas d'attaque perpétrée sur le sol national.

ÉTAT DIPLOMATIQUE

Simultanément, Alger s'efforce de desserrer l'étau diplomatique qui avait racorni ces dernières années son horizon. Ce rétablissement passe par l'amélioration de ses relations avec le Niger, assombries en 2023 par une controverse autour de l'expulsion d'Algérie de milliers de migrants subsahariens, ainsi qu'avec la Mauritanie, théâtre d'une âpre rivalité algéro-marocaine. Il implique surtout la reconstruction d'un lien avec Moscou, sérieusement abîmé par l'implication du Groupe Wagner aux côtés du maréchal Haftar en Libye et de la junte de Bamako, deux acteurs familiers des bravades anti-algériennes. Si

Les choses sont-elles en train d'évoluer ? La manière dont la diplomatie algérienne a obtenu qu'une colonne de l'armée malienne et de Wagner – partie de Kidal (nord du Mali), fin septembre 2024, vers Tin Zaouatine, pour venger l'humiliation de la défaite du 27 juillet – rebrousse finalement chemin marque une inflexion. Ses relais auprès de Moscou semblent fonctionner à nouveau. «La connexion entre Alger et Moscou est en train de se rétablir», affirme Akram Kharief, expert en sécurité et fondateur du site *Menadefense*.

Les mises en garde de l'Algérie sur l'impasse du recours à la force dans le traitement de la revendication touareg au Mali ont-elles été entendues ? «C'est un peu la confirmation de la vision algérienne», souligne Jalel Harchaoui, chercheur associé au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies. Autre indicateur du lien renoué avec la Russie, la visite effectuée à Alger, le 19 décembre 2024, par deux hauts représentants de Moscou : le vice-ministre des affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, et le vice-ministre de la défense, Iounous-bek Evkourov, homme-clé du dispositif russe en Afrique. Faut-il y voir le souci de Moscou, à l'assise régionale ébranlée par la chute du régime de Bachar Al-Assad à Damas, de se ménager les faveurs d'une Algérie jusque-là snobée ?

«Les Algériens sont, qu'on le veuille ou non, incontournables», constate l'ancien collaborateur d'Ibrahim Boubacar Keita. C'est pour ça qu'on a fait des accords de paix avec eux, car on savait très bien qu'on ne pouvait pas les laisser de côté. Le retour aux médiations d'antan au service des intérêts stratégiques d'Alger est encore prématuré. Trop de clairs-obscurs, d'ambivalences et d'arrière-pensées l'ont déprécié aux yeux d'opinions sahéniennes qui aspirent à s'affranchir de l'étreinte prétendument fraternelle du grand voisin du nord. Là aussi, il va falloir reconstruire. ■

FREDERIC BOBIN ET BENJAMIN ROGER

Le Monde Afrique

LES TEMPS VIRENT
À L'ADVERSITÉ :
CRISE OUVERTE
AVEC LE MALI,
FRICTIONS AVEC
LE NIGER ET
INQUIÉTUDES SUR
LA FRONTIÈRE
AVEC LA LIBYE...

Des militants
du Mouvement
pour le salut
de l'Azawad, groupe
politique et armé
touareg,
se rassemblent
dans le désert,
près de Ménaka,
dans le nord
du Mali,
le 14 mars 2020.

SOULEYMANE AG ANARA/AFP

LE RÉGIME
ALGÉRIEN A ACCRU
LA MILITARISATION
DE SES FRONTIÈRES.
L'ARMÉE ENGLOUTIT,
À ELLE SEULE, 20 %
DU BUDGET
NATIONAL